

Votez bolchévique !

Pour un gouvernement ouvrier !

Aux travailleurs qui se sont abstenus dans les présidentielles, et à ceux qui ont voté Mitterrand en croyant, faute d'alternative, qu'ainsi on pouvait barrer la route à la réaction, nous, Ligue trotskyste, disons, c'est Mitterrand, Marchais et Juquin, qui nous ont foutus dans cette merde !

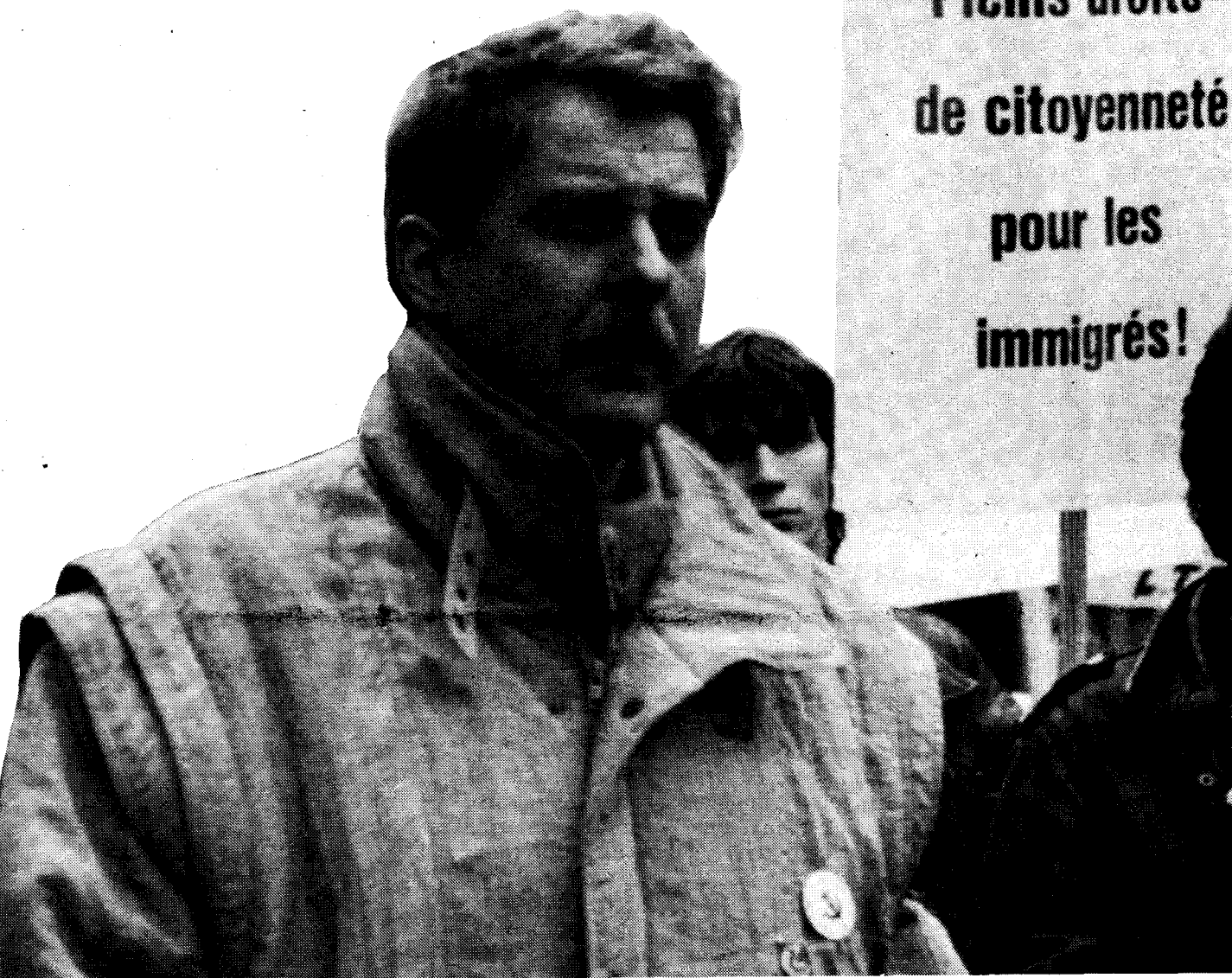
La Ligue trotskyste, qui n'a pas appelé à voter Mitterrand ni en 81 ni en 88, a décidé de présenter un candidat bolchévique, Gilles Cazin, pour un gouvernement ouvrier, contre Fabius, l'homme des cinq ans de « sale boulot », sur un programme révolutionnaire de lutte contre l'austérité capitaliste et la montée des fascistes, un programme pour vaincre.

Depuis le prétendu « changement » de 1981, appelé de leurs vœux par le PCF, la LCR et LO, les travailleurs ont subi une politique toujours plus antiouvrière, anti-immigrée et antisoviétique, que ce soit sous les gouvernements d'Union de la gauche ou que ce soit sous la cohabitation.

Un gouvernement « recentré » associant PS et tout ou partie du « centre » poursuivra et aggravera cette politique. Politique qui cherche à « rationaliser » l'économie en détruisant des pans entiers de l'appareil productif. Politique qui détruit une à une les conquêtes sociales. Politique anti-immigrée qui va des décrets Dufoix, des charters Joxe aux charters Pasqua. Politique de renforcement et de modernisation de la force de frappe et du dispositif militaire antisoviétique.

Une des principales conséquences de la politique des gouvernements Mitterrand aura été la montée du fascisme et les 14,4 % de voix à Le Pen le 24 avril. Ce qui a permis au Führer du Front national de recueillir des millions de suffrages venus des petits-bourgeois désespérés et enragés, des couches arriérées du prolétariat et de la lie de la société capitaliste en décomposition, c'est : les effets de la crise, l'impasse de la « démocratie » bourgeoise, la politique réformiste de gestion loyale de la banqueroute capitaliste par le PS et le PCF.

Certes, aujourd'hui, la bourgeoisie n'en est pas encore au



Votez Gilles Cazin !

point d'appeler les fascistes au pouvoir pour écraser le mouvement ouvrier ; elle pense toujours posséder dans le parlementarisme ou le bonapartisme « classique » d'importantes ressources. Et Mitterrand lui apparaît, pour un certain temps, le meilleur garant de la « paix sociale ». De plus, la provocation du Front national le 1^{er} mai à Paris a montré que ce dernier n'a pas encore réussi à « organiser son électoral hétéroclite en sections d'assaut contre les ouvriers et immigrés », comme nous l'écrivions dans notre tract du 27 avril. Comment vaincre les

fascistes ? Dans ce même tract, nous répondions : « *Ce qui arrêtera les fascistes, ce sont des centaines de milliers de travailleurs mobilisés et déterminés.* »

SOYEZ REALISTES, VOTEZ BOLCHEVIQUE !

Il n'est pas vrai que la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de « rester », même « sans illusions », derrière Mitterrand. Comme l'ont fait en 1981 le PCF, la LCR et LO, cette année les deux premiers ont persisté

dans le voté Mitterrand... Quant à LO, elle s'est réfugiée dans la non-consigne de vote. Comme de 1981 à 1986, toute lutte ouvrière se heurtera demain de plein fouet au front populaire « recentré » du ou des gouvernements Mitterrand. C'est bien pourquoi celui-ci a pu se proposer à une bourgeoisie inquiète comme le meilleur garant possible de la « paix sociale ». Car la classe ouvrière n'est pas battue. Elle possède la puissance sociale qui inspire toujours la même peur à la bourgeoisie. Et que l'on ne vienne pas

Suite page II

**Candidat de la Ligue trotskyste
dans la 4^e circonscription de la Seine-Maritime**

Les femmes: moitié de la main-d'œuvre elbeuvienne

A travail égal, salaire égal!

Les femmes de cette région ont hérité de la tradition des luttes menées par leurs mères et grand-mères, alors en grande partie ouvrières du textile. Pour preuve, les grèves combattives menées ces dernières années à Sopalin, Eclair-Prestil, SOFESA à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, Kléber-Colombes. Mais aujourd'hui, il suffit de lire les petites annonces pour juger des conditions désespérées des ouvrières jetées au rebut du chômage, qui cherchent des travaux de nettoyage, de repassage, etc.

Une des conditions essentielles pour une véritable égalité entre les sexes est que les femmes se dégagent des bornes du foyer pour jouer un rôle dans la société. L'oppression particulière que subissent les femmes est liée aux obstacles dressés contre leur intégration à tous les niveaux de la production à égalité avec les hommes. A travail égal, salaire égal! Nous luttons pour la création d'emplois, aux frais du patron, et nous revendiquons des stages sous contrôle syndical pour recruter et former les ouvriers immigrés et les ouvrières, à plein salaire et payés par le patron, avec embauche sous contrôle syndical. Nous sommes pour l'abolition du baccalauréat et pour l'accès libre pour tous aux universités, avec subventions de l'Etat et des cours de rattrapage gratuits si nécessaire.

Surexploitées dans de petites usines et obligées de subir une double journée de travail (comme ouvrières et comme femmes au foyer), les femmes sont empêchées la plupart du temps d'assumer comme il se doit des responsabilités syndicales. De surcroît, cette situation constitue un obstacle important à leur intégration dans le mouvement révolutionnaire. Sans compter que lorsqu'elles sont licenciées, elles retombent sous la dépendance matérielle de leur conjoint (quand elles ont la chance que celui-ci ne soit pas au chômage). Avec pour conséquence, dans nombre de cas, la contrainte de subir l'enfer d'une vie conjugale détruite, où la brutalité physique contre les femmes est répandue. L'existence d'un foyer de femmes battues dans l'agglomération elbeuvienne témoigne de l'immense détresse où la barbarie capitaliste plonge les couches les plus opprimées de la population. Les mères célibataires, rejetées par leur famille, sont obligées pour vivre de mendier auprès de l'administration et du patronat qui leur infligent humiliation sur humiliation.

Nous soutenons fermement que l'émancipation des femmes ne pourra intervenir sans que la société prenne en charge les tâches domestiques, et la famille nucléaire sera remplacée en tant qu'unité économique de la société au profit de relations sociales d'un niveau affectif et sexuel supérieur. Et c'est seulement sur la base de la propriété collective des moyens de production et d'une économie planifiée pouvant développer considérablement les forces productives que s'ouvrira la réelle possibilité d'une émancipation des femmes — à travers la révolution socialiste.

Aujourd'hui, nous luttons pour des crèches de qualité ouvertes 24 heures sur 24, et ce en grand nombre, des laveries collectives, des restaurants accessibles, ainsi que pour les droits démocratiques élémentaires comme l'avortement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et immigrées. Nous sommes pour que le divorce soit immédiat à la demande d'un des époux, que l'éventuelle pension alimentaire soit payée par l'Etat, et pour l'abolition du statut juridique de l'enfant « illégitime ».

La LTF cherche à construire un parti bolchévique, avant-garde du prolétariat et « tribun du peuple », dont les cadres femmes et hommes impulseront un puissant mouvement communiste de femmes.

Votez bolchévique ...

Suite de la page 1

nous dire que ceci serait dépassé, que la classe ouvrière n'aspire plus à se libérer de l'exploitation capitaliste, car nous rétorquerons que ce discours a déjà été tenu avant Mai 68 et qu'il y a vingt ans cette « belle » théorie s'est écroulée.

Actuellement, la combativité ouvrière est une réalité. Elle s'exprime par les grèves de la SNECMA, de Michelin, de Renault-Cléon, des mineurs de Gardanne, etc. De plus, cette combativité n'a pas été altérée par les présidentielles et il n'y a aucune raison qu'elle le soit par les législatives. Mais face à l'offensive globale, menée au nom de « l'Europe de 92 », la lutte syndicale « normale », site par site, même avec des mots d'ordre communs, devient largement insuffisante. C'est la tactique classique des réformistes, effrayés par l'ampleur que pourrait prendre une contre-offensive générale du prolétariat. C'est la voie de l'échec assuré et en prime la justification qu'il n'y a pas d'autre issue que le « rassemblement des forces de gauche », comme le dit la direction du PCF.

Aujourd'hui, le PCF se trouve électoralement réduit à la portion congrue, mais il a été son propre fossoyeur avec sa désastreuse politique de collaboration de classe, ce qui laisse au PS tout loisir de décider cyniquement que du PCF sera élu le 12 juin.

Or, c'est bien d'une contre-offensive générale dont a besoin le prolétariat. Une telle lutte s'organise avec des comités de grève, se défend avec des piquets de masse. Une telle lutte posera inéluctablement la question du pouvoir.

Quand on lutte pour le pouvoir, on a besoin d'instruments et par-dessus tout d'un parti révolutionnaire. Un parti qui comprend que le combat entre le prolétariat et le fascisme exprime, en dernière analyse, la polarisation extrême de la société. Un parti qui pose, concrètement, la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat, qui ouvre, sans ambiguïté aucune, la perspective d'un gouvernement ouvrier.

Ceci n'a rien à voir avec les différentes figures de la politique de collaboration de classe que le prolétariat a toujours payée au prix fort. C'est tout le sens de la candidature de Gilles Cazin.

Nous sommes le parti de

En octobre 1917, a eu lieu l'événement qui a le plus profondément marqué notre époque: la Révolution russe. Pour la première fois, la classe ouvrière prenait entre ses mains le pouvoir politique. Sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, la révolution renversa les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, collectivisant l'économie et apportant les plus importants acquis démocratiques et sociaux jamais obtenus. Dès lors, pour des millions et des millions d'exploités et d'opprimés dans le monde, Révolution russe et bolchévisme sont devenus synonymes d'émancipation. Et ils sont toujours l'avenir pour une humanité menacée dans son existence par l'agonie destructrice et meurtrière du capitalisme.

Mais l'URSS, pays pauvre, arriéré et encerclé par l'impérialisme, ne reçut pas le soutien attendu de révolutions victorieuses en Europe. Dans l'Etat ouvrier isolé, une bureaucratie conservatrice émergea et triompha avec Staline en 1924. Elle usurpa le pouvoir politique au prolétariat, étouffant la démocratie soviétique et détruisant le Parti bolchévique et son aile prolétarienne rassemblée autour de Trotsky qui, contre la dégénérescence bureaucratique, luttait pour maintenir l'URSS dans la voie de Lénine.

Staline et ses successeurs ont

bafoué et trahi les idéaux internationalistes du bolchévisme au profit d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. C'est au nom de cette politique de collaboration de classe que la bureaucratie du Kremlin a mis les PC à la traîne de leur propre bourgeoisie dans le cadre des alliances de front populaire. Mais la « coexistence pacifique » avec les impérialistes est une dangereuse illusion: depuis 1917, l'impérialisme ne rêve que de détruire l'Union soviétique, tant qu'y vivra l'économie collectivisée et planifiée — un acquis fondamental du prolétariat soviétique et mondial. *Le devoir élémentaire et impératif de tout ouvrier conscient est de défendre l'URSS contre ses ennemis impérialistes et contre les tentatives internes de restauration capitaliste. A bas l'OTAN! A bas la force de frappe française!*

Les trotskystes de la tendance spartaciste internationale ont été ces dernières années au tout premier rang contre la campagne de guerre déclenchée contre l'URSS par les impérialistes. En 1979, tout en déployant en Europe les missiles Pershing-2 capables d'atteindre en six minutes Moscou, l'impérialisme américain a financé et armé contre le régime afghan allié de l'URSS les mollahs médiévaux fanatiquement anticommunistes. Quand, pour se défendre d'une menace militaire

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!



Der Spiegel

Le 21 avril, au Havre, Mohamed Lahreche, 27 ans, était assassiné devant sa porte. Il rejoignait le tragique cortège des victimes de meurtres racistes, plus de cent assassinats depuis 1980. Le 8 mai, un attentat contre un foyer de travailleurs immigrés à Cannes a fait quatre blessés; les 82 résidents ont échappé par miracle à un massacre.

Dans ce pays ravagé par la crise économique et la ségrégation raciste, les fascistes passent de plus en plus souvent à l'action, encouragés par les succès électoraux de Le Pen et par l'impunité avec laquelle le Führer du Front national multiplie les provocations. Ils s'en prennent d'abord aux immigrés, mais la liste de leurs victimes désignées est longue, des Juifs aux communistes en passant par les homosexuels et autres « mauvais Français ».

Il faut dès maintenant des mobilisations ouvrières/immigrées de masse pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent! Et la classe ouvrière tout entière doit riposter sur le champ à chaque attentat fasciste, à chaque crime ou exaction raciste, y compris ceux perpétrés par les racistes en uniforme.

Ceux qui, comme les dirigeants de SOS-Racisme, prêchent aux victimes des crimes racistes la confiance dans la police et la « justice » françaises colportent des illusions mortelles: ces gardiens de l'« ordre » bourgeois raciste sont justement payés pour faire « rester à leur place » par tous les moyens immigrés et jeunes.

Le prolétariat de ce pays doit mener une lutte impitoyable contre toutes les formes de ségrégation raciste dans le travail, le logement, la santé, l'école, etc. Il y va de son unité même, menacée par le poison de la division raciste — plus d'un ouvrier arriéré vote aujourd'hui Le Pen. En 1988, on continue à appeler « immigrés » et à traiter en parias des ouvriers qui depuis vingt ou trente ans (et en se faisant féroce surexploiter) ont créé les richesses de ce pays, où leurs enfants sont nés et ont grandi. Cela suffit pour montrer à quel point le racisme gangrène la société française.

En 1871, la Commune de Paris, le premier gouvernement ouvrier, avait décrété les pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs « immigrés » et leur famille. Aujourd'hui, la classe ouvrière de France doit à nouveau inscrire cette revendication de simple justice sur ses étendards.

ti de la Révolution russe!

directe à sa frontière sud, le Kremlin intervint en Afghanistan, nous avons dit: «*Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis d'Octobre à l'Afghanistan!*» L'armée soviétique a en effet joué un rôle progressiste aussi parce qu'elle combattait des bandes islamiques réactionnaires qui assassinent les enseignants et qui veulent maintenir les femmes afghanes à l'état de bêtes de somme. Nous avons choisi le camp de l'URSS et des femmes afghanes qui veulent se libérer du voile qui les asservit!

En France, Mitterrand s'est mis à l'avant-garde de l'hystérie antisoviétique, et tout particulièrement en 1981 quand, en Pologne, la direction cléricale-nationaliste, financée par la CIA, de Solidarność a cherché à s'emparer du pouvoir pour restaurer le capitalisme. Alors que l'«*extrême gauche*» (la LCR de Krivine, le PCI-MPPT de Lambert-Boussel, LO de Laguiller), capitulant devant les «*socialistes*» de guerre froide, soutenait Walesa, nous avons dit: «*Halte à la contre-révolution de Solidarność!*» En décembre 1981, Jaruzelski mit un coup d'arrêt à la tentative de Solidarność. Mais aujourd'hui encore la bureaucratie stalinienne à la tête de l'Etat ouvrier polonais fait la démonstration qu'elle est fondamentalement incapable d'apporter une véritable solution.

En vérité, la politique de la bureaucratie ne peut que miner la défense des acquis sociaux en URSS et dans les Etats ouvriers déformés. Aujourd'hui, Gorbatchev est en train de brader l'Afghanistan et le Nicaragua. Ainsi, non seulement il poignarde dans le dos les peuples de ces pays, mais il affaiblit aussi la défense de l'URSS en resserrant l'étau des impérialistes et en encourageant à refouler le «*communisme*» partout dans le monde, jusqu'à l'Union soviétique elle-même. La défense et l'extension des acquis d'Octobre passent par la lutte pour la révolution socialiste mondiale qui, en extirpant l'exploitation capitaliste, supprimera la cause des guerres.

A l'intérieur de l'URSS, le régime de Gorbatchev est en train, avec sa politique de *glasnost*, d'encourager des critiques du statu quo, tout en introduisant une politique économique qui nuit aux intérêts matériels des ouvriers et qui répugne à leur conscience socialiste. Cela crée un mélange explosif qui pourrait bien faire sauter la bureaucratie parasitaire du Kremlin et rendre à l'URSS, sous la direction d'un parti léniniste-trotskyiste, son rôle de bastion de la démocratie ouvrière et d'avant-garde de la révolution socialiste mondiale. Pour un retour à la voie de Lénine et Trotsky!

Programme de combat...

Suite de la page IV

libération des femmes, libération qui se réalisera par la révolution.

Indépendance des colonies!

Aujourd'hui, les troupes d'occupation coloniales quadrillent une Nouvelle-Calédonie en état d'insurrection latente. Ce dispositif démentiel, avec des caldoches armés jusqu'aux dents, menace la population kanake d'un bain de sang. La seule solution, c'est la lutte d'une coalition des travailleurs conscients de toutes les ethnies de l'île pour chasser l'armée et l'administration coloniales, et rassemblés sur la base d'un programme garantissant à chacune de celles-ci, qui désirent vivre dans une Nouvelle-Calédonie indépendante, les droits démocratiques à l'existence. La classe ouvrière doit mobiliser massivement en défense de la population kanake. *Pour l'indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie, de la Réunion, de la Guyane et des Antilles! Retrait immédiat des troupes françaises de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique!*

Pour la défense de l'URSS!

Nous sommes pour que les travailleurs soviétiques restaurent la démocratie des soviets, telle que celle-ci existait sous Lénine et Trotsky, par la révolution politique prolétarienne. L'hostilité de l'impérialisme mondial envers la révolution d'Octobre est implacable. La défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'impérialisme et contre les tentatives de contre-révolution interne est un devoir élémentaire.

Ce devoir est posé à brûle-pourpoint dans un pays où Mitterrand est toujours à la pointe de la campagne belliciste antisoviétique en Europe, où une union sacrée en soutien aux mollahs afghans réactionnaires et à Solidarność cléricale-nationaliste s'étend de la soi-disant «*extrême gauche*» au Front national. *Pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise! A bas la force de frappe! Le mot d'ordre de «*désarmement*» ne désarme que la classe ouvrière! Défendez les acquis d'Octobre!*

Il faut la révolution sociale pour renverser le capitalisme en Europe occidentale et la révolution politique dans les Etats ouvriers déformés et dégénéré à l'Est pour balayer la bureaucratie stalinienne. Ainsi, de la toundra sibérienne à la péninsule Ibérique, les énormes ressources naturelles et technologiques de l'Europe pourront être mises au service des travailleurs du monde entier. *Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!*

Cet avenir ne sera pas décidé dans les isolements, mais sur le front de la lutte des classes, dans les usines et dans la rue. Ce combat est le combat de la Ligue trotskyste, qui a pour but de forger un parti révolutionnaire d'avant-garde armé du programme de Lénine et Trotsky.



Le Bolchévik

«*Arrêtons les fascistes!*» Le 11 décembre 1981, à l'initiative de la LTF et avec le soutien de plusieurs organisations ouvrières et antiracistes et de sections syndicales, 400 personnes défilaient derrière ce mot d'ordre dans les rues de Rouen.

Le 29 juin 1985, dans la manifestation contre le racisme à Rouen, le cortège de la Ligue trotskyste dénonçait les tortures infligées quatre mois plus tôt à plusieurs jeunes Beurs dans un commissariat de la ville.

Le 7 mars 1987, en riposte à des provocations fascistes sur le marché d'Elbeuf, 50 à 60 personnes, dont des militants du PCF, de la CGT, de LO et de la LCR, se mobilisaient à l'initiative de la LTF pour défendre la présence des organisations ouvrières sur le marché.

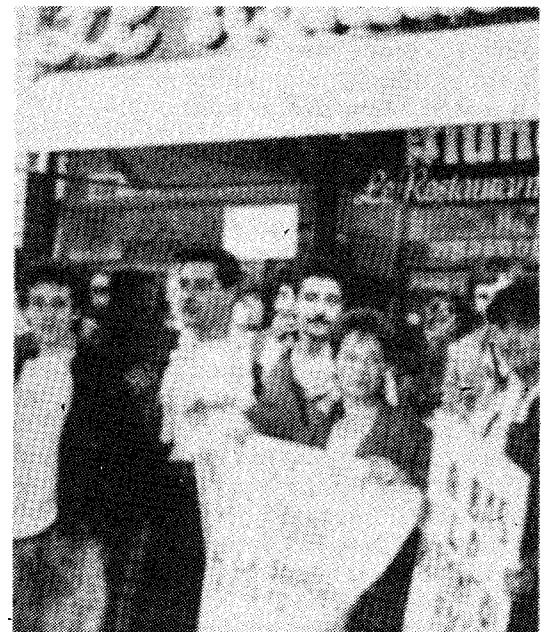


Le Bolchévik



Le Bolchévik

En juin 1987, la Ligue trotskyste organisait des piquets de protestation quotidiens, forts de près de cent personnes, contre la discrimination raciste au restaurant Flunch de Rouen, dont l'entrée avait été refusée à des Maghrébins et à des Noirs. Et le 4 juin, la LTF était présente à la manifestation contre la discrimination raciste qui, à l'appel du MRAP, réunissait un millier de personnes dans les rues de Rouen.



Le Bolchévik

SOUTENEZ LA CANDIDATURE BOLCHEVIQUE!

- J'aimerais en savoir plus sur la candidature de Gilles Cazin
- Je soutiens la candidature de Gilles Cazin
- Une campagne électorale coûte cher!
Je contribue de francs

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de Gilles Cazin et envoyés à : Spartacist, BP 240, 76003 Rouen Cedex
Tél : 35 78 37 51

Nom : Tél :
Rue :
Ville : Code postal :

Votez Cazin! Votez LTF!

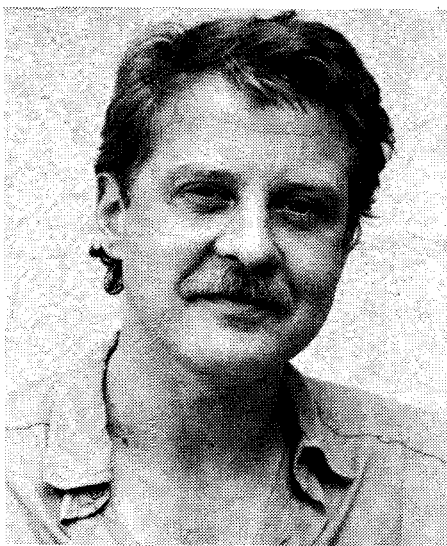
LE BOLCHEVIK 

SUPPLEMENT ELECTIONS

MAI 1988

Le programme de combat de la Ligue trotskyste

Le capitalisme nous conduit à la ruine. Le taux de chômage en Haute-Normandie est maintenant, officiellement, de 13 %, bien au-dessus du taux national, et les licenciements continuent. Ils continuent à Renault-Cléon, bien que la production automobile atteigne son plus haut niveau depuis huit ans, que Renault ait fait un bénéfice net de 3,7 milliards de



Zim

Gilles Cazin a trente-cinq ans. Marié et père de deux enfants, il est ouvrier à Renault-Cléon depuis 1972. Syndiqué CGT, militant ouvrier actif depuis de très longues années, il a participé activement à la grève avec occupation de son usine en 1978. Il était alors sympathisant de la LCR, organisation avec laquelle il a rompu en 1979 en rejetant la politique de soutien servile de Krivine à Mitterrand. Depuis lors, il milite dans les rangs de la Ligue trotskyste. Dans toutes les luttes de Renault, Gilles Cazin s'est battu côte à côte avec ses camarades d'usine et a argumenté inlassablement pour de véritables grèves qui arrêtent la production, pour des piquets de grève, pour la jonction avec les autres usines de la RNUR et les entreprises de la région. En 1984, il a conduit une délégation d'ouvriers de Renault-Cléon pour apporter leur soutien aux grévistes immigrés de Talbot-Poissy. Avec la LTF, il a joué un rôle central dans de nombreuses actions antiracistes et antifascistes, depuis la manifestation du 11 décembre 1981 jusqu'au boycott du restaurant Flunch et la mobilisation contre le meeting-provocation de Le Pen le 31 mars dernier.

francs! On licencie, et le patronat fait faire des heures supplémentaires à Cléon: l'exploitation à outrance par la menace de se retrouver à l'ANPE. C'est ça « la France qui gagne »? Seulement pour la bourgeoisie! Un vote pour Gilles Cazin et la Ligue trotskyste est un vote pour le programme de la révolution socialiste qui est la seule alternative à la déchéance.

Les directions réformistes du PS, du PCF, des syndicats et leurs larbins de l'« extrême gauche » nous ont foutus dans cette merde. Ce sont les gouvernements de collaboration de classe, le front populaire antiouvrier, anti-immigrés et antisoviétique auquel elles ont participé et qu'elles ont soutenu depuis 1981 qui a pavé la voie à la droite revancharde et à Le Pen avec sa gestion de la crise capitaliste sur le dos des travailleurs et de la petite-bourgeoisie. Et Fabius, qui revendique fièrement ce « sale boulot », ose se présenter devant les travailleurs d'Elbeuf, du Grand Quevilly et de Couronne!

Arrêtons la régression sociale!

Avec deux millions et demi de chômeurs, c'est l'existence et l'intégrité physique de la classe ouvrière qui sont en jeu. *Plus aucun licenciement!* Pour défendre le droit au travail — le seul droit sérieux qui reste à l'ouvrier sous le capitalisme —, il n'y a qu'une seule solution: la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières et la détermination sur cette base de la longueur de la journée de travail; et ce, sans perte de salaire. Et le salaire, avec un minimum assuré, doit suivre l'évolution des prix. C'est *l'échelle mobile des salaires* et *l'échelle mobile des heures de travail*.

Comment lutter? La dernière grève à Renault-Cléon a posé la nécessité de l'organisation par des *comités de grève* (élus et révocables à tout moment) de *piquets de grève* pour tout arrêter, rallier les hésitants, protéger la grève contre les flics et les jaunes, et l'étendre. Surtout dans le secteur nationalisé, il faut arracher les usines des mains de la direction capitaliste et les trans-

former en bastions de *contrôle ouvrier de la production*. Au rafiolage de l'irrationalité capitaliste (comme il a été essayé pour la Chapelle-Darblay), nous opposons *l'expropriation sans compensation de toute l'industrie, du grand commerce et de la finance capitalistes*, jetant les bases pour une société rationnelle planifiée en fonction des besoins, et non des profits.

Cela veut dire l'établissement d'un *gouvernement ouvrier* basé sur les organes du pouvoir ouvrier, comme la Commune de Paris, comme les *soviets* qui ont mené à bien la révolution d'Octobre en Russie en 1917, sous la direction des bolchéviks.

Brisons la terreur raciste!

Tous ceux qui produisent les richesses de ce pays doivent jouir des mêmes droits que les autres travailleurs; il faut casser la ségrégation raciale qui engendre le racisme. *A travail égal, salaire égal! A bas toute discrimination dans l'emploi, le logement et les services sociaux! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!* Quiconque s'est installé en France a le droit d'y rester: *Non aux expulsions!*

Les flics se croient tout permis dans les quartiers immigrés, comme le montre l'affaire des jeunes des Sapins, torturés dans un commissariat. *Flics hors des quartiers immigrés!*

Mais les grévistes savent que les flics sont les gangsters antiouvriers du capital. *Abolition des corps d'exception policiers, jusqu'aux CRS et gardes mobiles!* Ces corps paramilitaires sont les supports pour un régime bonapartiste et autoritaire. Il faudra une révolution socialiste pour en finir avec toute la police bourgeoise, corps étranger à la société.

Le 1^{er} mai, Le Pen a pu tenir une sinistre provocation antiouvrière à Paris. Face aux crimes racistes, aux ratonnades, aux agressions contre les militants ouvriers et les piquets de grève, le prolétariat n'a pas d'autre choix que d'assurer lui-même la défense de ses luttes. *Mobilisation ouvrière/immigrée pour écraser les fascistes! Groupes de dé-*

fense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats!

Le prolétariat doit défendre tous les opprimés!

La réaction au pouvoir a imposé la censure « contre la pornographie »; le retour de la devise « Travail, famille, patrie ». Et maintenant Le Pen veut attiser et exploiter l'hystérie moyenne autour du SIDA, appelant à des camps de concentration pour les malades. *Services médicaux gratuits et de qualité! Des milliards de francs pour la recherche pour le SIDA! Flics, juges et curés hors des chambres à coucher! Non à toute discrimination contre les homosexuels!*

La régression sociale prend pour cible les femmes, qui constituent une couche surexploitée de la classe ouvrière dans les usines ici. *Contre toutes les discriminations sexuelles! A travail égal, salaire égal! Avortement libre et gratuit pour toutes les femmes, y compris les mineures et immigrées! Pour des crèches ouvertes 24 heures sur 24! Il faut toute une infrastructure matérielle — des restaurants, laveries et équipements sociaux de quartiers pris en charge par la collectivité — comme base pour la*

Suite page III



Zim

Candidate suppléante de Gilles Cazin, Blandine Hollander, quarante et un ans, secrétaire, syndiquée CGT, est un membre fondateur de la Ligue trotskyste.